

DEPARTEMENT DU  
LOIRET  
ARROND. DE  
MONTARGIS  
CANTON ET COMMUNE  
DE  
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 23 avril 2025

DATE DE PUBLICATION : 30 avril 2025

*L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-neuf avril, à 18 h 00, les membres du Conseil municipal se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.*

**ETAIENT PRESENTS :** M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD - Mme PHESOR - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – M. KHALID - Mme RASAMOELY – M. BARAY - Mme MANAÏ-AHMADI - Mme SOW – Mme PATUREAU - M. RENOUF – Mme TORRES - M. JOLIVET – M. CHRISTODOULOU - Mme LAMA – Mme PERIERS – M. GUEDJ - Mme DURAND – Mme LOISEAU

**ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :**

- M. BA à M. RAMBAUD
- Mme HENRY à M. KHALID
- M. FAURE à Mme PERIERS
- M. BALABAN à M. JOLIVET
- Mme PRIEUX à Mme LAMA

**ABSENTS ET EXCUSÉS :**

- Mme BAYRAM
- Mme CAYOUX
- M. OREN
- M. TAVARES
- M. TOUANE

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

- Mme TORRES

**OBJET :**  
**Modalités de mise à disposition des minibus aux associations chalettoises (annule et remplace)**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20250505-DEL\_2025\_1204-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/05/2025

**OBJET :**  
**Modalités de mise à disposition des minibus aux associations chalettoises (annule et remplace)**

**Directeur de secteur** : Lise VANDENBUSSCHE

**Service** : Relations Publiques

**Affaire suivie par** : Ayse KAHVECI

**M. Khalid** : Pour mémoire, la commune octroie des prêts de minibus aux associations pour les soutenir dans leurs déplacements associatifs (tournois, matchs, compétitions, etc.).

Ces prêts sont réservés aux associations chalettoises, **à titre gratuit**, restent à leur charge les frais de carburant, péage et parking.

Pour traiter ces demandes, un formulaire a été mis en place. Les associations transmettent l'imprimé au service relations publiques 15 jours minimum avant la réservation ; accompagné d'une attestation d'assurance (responsabilité civile) et du permis de conduire des conducteurs déclarés dans l'imprimé (conducteur ayant + 3 ans de permis).

Les destinations demandées sont régulièrement situées en dehors du département :  
Ce qui génère un nombre conséquent de kilométrages effectués (Strasbourg, Belgique, Espagne, Toulouse, Marseille, etc).

Les 6 minibus sont des véhicules vieillissants (4 minibus acquis en 2010 et 2 minibus acquis en 2011) et leur kilométrage actuel dépasse les 150 000 km.

**Par délibération n° 17 du 27 juin 2024**, les modalités de mise à disposition des minibus aux associations chalettoises ont fait l'objet d'une délimitation des déplacements au département du Loiret (45) et à la Région Parisienne, soit une distance totale aller-retour de 700 km.

Après réflexion, il est demandé de limiter les déplacements **seulement à 700 km aller-retour** sans restriction géographique.

Cette nouvelle procédure s'appliquera à partir du 1<sup>er</sup> mai 2025.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**Vu** l'article L 2144-3 du code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'article L 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques,

**Vu** l'article L 2125-3 du code général de la propriété des personnes publiques

**ENTENDU** les explications du rapporteur ;

## APRES EN AVOIR DELIBERE

**APPROUVE** les nouvelles conditions de mise à disposition des minibus, en limitant les déplacements à une distance totale aller-retour de 700 Km.

Nombre de membres en exercice	<b>33</b>	
Nombre de membres présents ou représentés	<b>28</b>	
Votes pour	<b>28</b>	
Votes contre	<b>0</b>	
Abstentions	<b>0</b>	

*Le Maire, soussigné,*

*\* certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL  
et le compte-rendu de la présente délibération ont  
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12  
du CGCT,*

*\* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet  
acte à compter du*

*\* informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours  
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de  
la date de sa publication.*

.....  
Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAUMONT

POUR LE MAIRE EMPECHE, PAR SUIVANT  
LA 1<sup>ère</sup> ADJOINTE



Mme Marie-Madeleine HEUGUES

